

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 90 - VENDREDI 17 DECEMBRE 2010

Marine Le Pen, au service du Capital

L'histoire ne balbutie pas mais les mêmes causes produisent les mêmes effets. L'extrême-droite a le vent en poupe, avec des voiles gonflées par la crise. Marine Le Pen est promue en vedette américaine de la scène médiatique, et ne nous y trompons pas : sa stratégie est affinée, parfaitement mise au point.

Cela sert à quelque chose et s'inscrit dans un phénomène européen plus global. Le contexte en est la fuite en avant de la droite et du social-libéralisme, du FMI, de la Banque et des institutions européennes qui imposent toujours plus d'austérité et de sacrifices.

Au plan politique, malgré les luttes et en absence, le plus souvent, de débouchés politiques, la résignation et le manque de crédibilité des solutions alternatives mènent des pans entiers de la population à s'écarter du jeu démocratique. L'absentéisme gagne et une partie est sensible aux sirènes de l'extrême-droite ou de son clone de la droite dite populaire. Ne banalisons pas ce processus : 27 % d'opinions favorables dans un sondage pour Marine le Pen !

L'extrême-droite rivalise de démagogie, d'appels aux vieilles recettes sur les valeurs nationales, aux diatribes anti-immigrés, désignant ainsi ses éternels boucs émissaires, à la place des puissances financières et du capital. Voilà à quoi Marine Le Pen sert : c'est une figure utile à la grande bourgeoisie, susceptible de capter une partie des victimes tout en masquant son projet ultralibéral. Et pour cela tout est bon : elle se coiffe du bonnet phrygien de la République, devient révolutionnaire et sociale, aux côtés de celles et ceux qui luttent... Plus les dérapages contrôlés sur l'Islam...

On croit rêver, ou plutôt vivre un mauvais cauchemar. Le rassemblement de toutes les forces politiques alternatives à gauche et sociales pour s'y opposer est nécessaire. Nouveau Ras le Front ? Mais ce constat et la dénonciation de ce holdup par le FN ne suffisent pas.

Il faut aller plus loin, accomplir de vraies ruptures avec les stratégies et pratiques politiques en cours à gauche. Il est indispensable de s'adresser aux précaires, aux plus pauvres, aux salariés en souffrance, aux gens des cités, au niveau de leur colère et désespoir, de leurs exigences et aspirations dans des termes accessibles, crédibles. Avec des solutions immédiates et un projet d'avenir, en faisant qu'elles et ils en soient eux-mêmes porteurs en se rassemblant avec tous les acteurs de l'alternative.

Populisme ? De qui se moque-t-on ? Il s'agit de parler haut et fort pour dénoncer sans ambages les véritables « créateurs » d'injustices, les personnels politiques qui les gèrent. Il s'agit de déterminer ensemble, dans l'écoute mutuelle et le respect, les choix de société.

Les Communistes unitaires contribueront à changer de rythme et de niveau de réaction, sans tarder, face au FN et à Marine Le Pen, et à la constitution d'un vrai front populaire pour une alternative à gauche.

● JEAN BRAFMAN

**Les Cerises vous souhaitent
une bonne transition vers 2011.
Rendez-vous le 7 janvier !**

**À LIRE SUR
communistesunitaires.net**

→ **Monde**

- Après Cancun et Cancun!
- N'oublions pas Salah !

→ **Action politique**

- Nouvelles unitaires

→ **Flocons...**

- ...pour saluer Claire ?

→ **Humeur**

- Tartuffe au pays du chocolat
- De la poche du contribuable à celle de Pathé

Il n'y a pas eu de fatalité dans le déclin du PCF

A l'occasion du 90^e anniversaire du PCF, Roger Martelli publie aux Éditions Sociales *L'empreinte communiste. PCF et société française, 1920-2010*. À partir d'études sur l'ancrage électoral et les effectifs du Parti, l'historien retrace les atouts et les faiblesses de l'organisation communiste au XX^e siècle, qui sont le fruit de choix politiques. Cet ouvrage est une somme particulièrement utile pour comprendre son déclin et mieux reprendre le chemin du parti pris révolutionnaire. Entretien.

Pourquoi « *L'empreinte communiste* », qui est le titre de ton livre ?

Roger Martelli. La présence élargie du PC dans la société française a créé une marque qui, d'une certaine manière, persiste alors que le phénomène lui-même est en voie d'extinction. L'empreinte communiste désigne cette marque. Pour une part, elle existait avant le PC. Ce que je développe dans mon livre part de l'idée, qui n'est pas nouvelle, que la façon dont la société française est entrée dans la

modernité capitaliste, à la fin du XVIII^e siècle, a produit une structuration originale de l'espace politique. Dans le cas français, le passage du féodalisme au capitalisme s'est fait sur la base d'une révolution politique dans laquelle le

mouvement populaire a joué le rôle d'un acteur central. À l'issue du processus révolutionnaire de 1789-1794, la bourgeoisie arrive au pouvoir, comme dans tous les pays de l'ère d'influence du capital. Mais le mouvement populaire est écarté sans être marginalisé. En Angleterre et en Allemagne, il est écrasé et la Révolution se fait par en haut alors qu'en France, elle se fait par en bas et par en haut. Le résultat de cette originalité française, c'est que le courant révolutionnaire n'a jamais été réduit à la marge. Il est minoritaire, mais il pèse et il a pesé à plusieurs reprises dans l'espace politique français, en prenant des formes différentes : il y a eu les démocrates socialistes en 1849, la synthèse jaurésienne, puis, au XX^e siècle, c'est par l'intermédiaire du Parti communiste qu'il a trouvé son expression politique forte. Au fond, la force du PC, c'est d'avoir été l'expression politique principale de ce courant pendant quelques décennies. Le PC disparaît mais le courant révolutionnaire persiste. Encore faut-il trouver maintenant la forme politique pour arriver à peser dans l'espace politique, comme le PC a su le faire longtemps, notamment

entre 1945 et 1978 où il était majoritaire à gauche.

Pour les nouvelles générations, associer le PCF à un courant révolutionnaire ne va pas de soi...

Depuis les années soixante, le PCF a perdu le monopole qui avait été le sien de la représentation révolutionnaire. Pour beaucoup de jeunes de l'époque, il est apparu comme un parti d'ordre, plutôt conservateur, passant à côté de tout ce qui bougeait dans la société et de la culture du temps. En fait, beaucoup considéraient depuis longtemps que le mouvement communiste lié à Moscou n'avait plus rien de révolutionnaire. Les oppositions de gauche, les trotskystes en particulier, le disent depuis les années vingt. Je comprends ce qui a suscité leur analyse. Quand tout le mouvement communiste (et donc le PCF) s'est stalinisé après 1924, il a rejeté sauvagement toutes les oppositions internes. Pour se légitimer, celles-ci ont durci peu à peu leur critique au nom de l'esprit de révolution. Mais cet isolement non voulu au départ les a poussées aussi à confondre radicalité ●●●



Ed. La Dispute-Éditions sociales 258 p. - 12 €

●●● et isolement politique. Quand le PCF s'engage dans la démarche de front populaire puis de résistance nationale, il le fait dans une forme stalinienne peu compatible avec l'ampleur des ouvertures nécessaires. Pourtant, qu'il ait cherché à reproduire la tradition jaurésienne de l'interaction de la fibre révolutionnaire et du rassemblement à gauche n'est pas à porter à son discrédit. Bien au contraire. Autre chose est que, enfermé dans l'hégémonie durement conquise, il se soit placé ultérieurement dans une posture de défense de ses acquis qui a pris trop souvent l'allure d'un immobilisme passéiste. Il n'en est pas moins resté, pendant toute cette période, une manifestation large et populaire de l'esprit français de révolution politique.

La force du PCF était-ce de chercher à faire coïncider des majorités politiques et le souffle révolutionnaire ?

C'est vrai, mais cela ne suffit pas à comprendre ce qui a fait sa force. Dans mon livre, je cherche à saisir en même temps le double mystère de ce qui a fait sa force et de ce qui a précipité son déclin. Les deux doivent se penser ensemble. Pour comprendre les raisons de la disparition du PCF de l'espace politique, il faut comprendre ce qui l'a placé dans une position centrale. Le fond de ce que j'essaie de montrer, c'est que dans les deux cas, il n'y a pas de fatalité. Il y a le poids des grandes tendances externes au communisme : les évolutions sociales, les inflexions économiques, les mutations de l'espace politique lui-même, l'évolution du stalinisme. Tout cela dessine un tissu de contraintes auxquelles le communisme est confronté, comme d'ailleurs toutes les autres forces politiques. Mais ce qui est décisif face à ces contraintes, c'est la façon dont se construit la réponse politique. Il n'y avait ainsi aucune nécessité à l'expansion spectaculaire du PCF. Entre 1920 et 1934, le courant social-démocrate avait réussi à capter l'essentiel de la tradition socialiste française d'avant 1914. En 1920, c'est une majorité qui choisit Moscou. Quelques années plus tard, le Parti socialiste maintenu, la SFIO, a repris la main, comme dans tous les pays d'Europe occiden-

tales. Dans les années 1920, il n'y a pas à proprement parler d'exception française. Le courant communiste n'est certes pas marginalisé - autour de 10%. Pour autant, la social-démocratie est largement devant lui - autour de 20%. Si le PCF est devenu dominant, c'est parce qu'il a su au milieu des années 1930 s'engager dans des choix stratégiques payants.

Quels sont ces choix stratégiques qui ont permis au PCF de s'ancrer ?

Le communisme politique ne pouvait s'implanter solidement qu'à condition d'assumer une triple fonction. Or il n'y est pas parvenu immédiatement. Dès les années 1920, il assume une fonction sociale, celle de représentation des nouvelles couches du monde ouvrier et urbain lié à la seconde révolution industrielle. Le PC porte alors les exigences de dignité de la classe ouvrière moderne, concentrée dans les banlieues. Ce faisant, il est un facteur de politisation des catégories populaires. Dès les années 1920, il travaille également la fonction projective et utopique. Dans la tradition démocratique plébéienne, il y a toujours l'idée que la lutte sociale doit s'appuyer sur le rêve de l'autre société, « la Sociale », faisant vivre les valeurs d'égalité et de liberté. Pour faire vivre cette espérance, il utilise le « mythe » soviétique. Quelle que soit la réalité de l'URSS, le mythe donne du souffle. On peut montrer du doigt l'autre société : « regardez, en Russie, les ouvriers sont au pouvoir ». Cette double fonction permet une première implantation, dans les périphéries urbaines et dans les terres de vieille tradition révolutionnaire, encore marquées par la ruralité, comme le Cher ou l'Allier. Mais la fonction qu'il n'assume pas alors pleinement, c'est la politique. Depuis 1789, notre pays repose sur une double polarité politique : celle qui oppose la droite et la gauche et, à l'intérieur de la gauche, celle qui distingue l'esprit d'adaptation et celui de rupture. Pour que la gauche l'emporte sur la droite, quelle est la dynamique la plus efficace : celle qui cherche à ouvrir vers les franges du « centre » ou celle qui consiste à mobiliser autour du noyau des valeurs « d'égalité » et donc de transformation sociale ? La force de Jaurès, au travers de son « évolution ré-

volutionnaire », avait été de proposer une synthèse permettant à l'esprit révolutionnaire français de jouer un rôle moteur à l'intérieur de la gauche française. Le problème, c'est que cette synthèse échoue en 1914, avec la guerre et la participation des socialistes à « l'Union sacrée ». Dans les années 1920, le PCF est tellement obsédé par son opposition aux socialistes qu'il met de côté la question de la gauche. Pour lui à l'époque, il y a lui et tout le reste ; la gauche n'existe pas. C'est communisme ou capitalisme. Il emploie même le terme de « social-fasciste » pour désigner les « frères ennemis » socialistes. À partir de 1934, une rupture stratégique s'opère. Elle se dessine à Moscou. Jusque-là, c'était « classe contre classe » mais le fascisme s'installe, attirant en Allemagne une grande partie de la société conservatrice. Cela ne produit pas une radicalisation révolutionnaire, mais un risque de contre-révolution et d'isolement de l'Union soviétique. Au printemps 1934, un mouvement s'esquisse à Moscou pour se rapprocher des démocraties occidentales et de la social-démocratie. La force du groupe dirigeant français, et notamment de Maurice Thorez, est de saisir, avant même que tout soit tranché à Moscou, ce qui est en train de bouger pour lancer le mot d'ordre de Front populaire. Le fond de cette politique, c'est de dire que si l'on veut barrer la route au fascisme, il faut rassembler tous ceux qui s'y opposent autour d'un projet porteur de transformation sociale et démocratique. Le PC opère ce bougé à un moment où les radicaux sont complètement dépassés par la crise amorcée au lendemain de la première guerre mondiale, et à un moment où les socialistes hésitent entre l'affirmation révolutionnaire et l'alliance républicaine classique avec les radicaux. Il y a une originalité du discours communiste : l'unité sur un contenu de transformation. Le dynamisme est de ce côté-là. Dès lors, le PCF devient la force dynamique : il ajoute à la fonction sociale et à la fonction utopique une fonction politique, avec un contenu et une méthode de rassemblement. Force est de constater que cela débouche, à partir de 1936 et à la Libération, sur un socle formidable de transformation sociale, le plus important que l'on ait connu ●●●

●●● depuis la Révolution française. Et c'est dans ce contexte que le PCF devient hégémonique dans la gauche française. La majorité des ouvriers se reconnaissent en lui. Il est à la tête d'une galaxie associative et syndicale remarquable. Le PCF réussit cette jonction entre le social et le politique, que le travaillisme réalise en Angleterre et que la social-démocratie réussit en Allemagne. La SFIO, elle, n'avait jamais réussi à le faire, ni avant 1914 ni après.

En même temps, cette ascension n'est pas sans failles et sans faiblesses pour le PCF...

Ne parlons pas alors de faiblesse, mais disons que le ver est dans le fruit. Le PCF accomplit son tournant fondamental, politique et culturel, dans une forme de plus en plus stalinienne. C'est au moment où il devient un grand parti national que se parachève sa stalinisation, notamment entre 1934 et 1939. Cela se manifeste par une disparition des oppositions internes, l'installation d'un groupe dirigeant remarquable, mais sans force de rappel oppositionnelle, avec même l'amorce d'un culte de la personnalité français, autour de Thorez. Le PCF alors le mieux en prise avec la société industrielle et urbaine est aussi celui qui justifie les procès de Moscou, par simple comparaison avec la Terreur révolutionnaire de 1793-94. Ce qui va être une source de déclin, c'est moins le choix stalinien d'alors que la rigidité qui accompagne son modèle. C'est une structure qui fonctionne à la recherche de l'homogénéité : le Parti se veut monolithe. Dans le même temps, il y a une culture qui se fige en doctrine ultra-rigide. À un moment donné, on ne sait plus quel est le rapport entre la doctrine et le réel. On regarde le monde à partir de la doctrine. Le monde extérieur est la démonstration de la véracité de la doctrine ; tout ce qui ne va pas dans le sens de la doctrine, soit on ne le voit pas, soit on le combat. Pourtant, dans un premier temps, ces inconvénients ne provoquent pas de phénomènes de rejets massifs. Ce qui l'emporte, c'est l'efficacité fonctionnelle du parti. Pendant la guerre, là encore paradoxalement, l'extrême rigueur du modèle stalinien apparaît nécessaire dans le cadre dramatique qui nécessite résistance et clandestinité. La fidélité à Staline et au Parti devient un atout dans

cette phase d'une dureté extrême. De ce fait, le PC attire des intellectuels. Pour une part, il n'y parvient pas malgré le fait qu'il soit stalino-rigide, mais parce qu'il l'est. C'est par la suite que cela devient un vrai handicap.

C'est dans cette rigidité du modèle stalinien, sorte d'atout paradoxal au départ, que se trouve la source du déclin ?

Oui je pense. Le PC à la Libération est parvenu à une sorte d'équilibre entre son discours stratégique, sa culture politique et la réalité du monde populaire et urbain de l'immédiat après-guerre. Le problème, c'est que cet équilibre se trouve affecté par la grande croissance des Trente Glorieuses, qui s'amorce dès le milieu des années 1950. Se produit alors une accélération des mutations de la société française, sur trente années. On dit parfois que celle-ci a davantage bougé entre 1945 et 1975 que dans le siècle et demi qui avait précédé. Du coup, l'équilibre qui fondait l'influence du PC se trouve affecté par ce mouvement. Or la première tentation du groupe dirigeant, qui avait su se montrer si innovant dans les années 1930, c'est le repli. Thorez nie la réalité. Alors que la société de consommation avance, il explique que l'ouvrier s'appauvrit de manière absolue. En même temps, quand s'amorce en URSS une possibilité de sortie du système stalinien autour de Khrouchtchev, Thorez la refuse brutalement et se met du côté des conservateurs du mouvement communiste, dont le chef est alors Mao Zedong. Il le fait avec le soutien du groupe dirigeant. Pourquoi cette orientation alors qu'il était l'homme du mouvement avant-guerre et encore à la Libération ? Parce qu'il a peur que le mouvement ne conduise à la perte de l'identité. Si Staline est ce que dit Khrouchtchev, c'est Blum et les socialistes qui avaient raison quand ils refusaient de faire le choix de Moscou.

Par la suite, quels choix stratégiques de la direction ne permettent pas au PC d'endiguer son déclin ?

D'abord il refuse de s'adapter, ce qui l'isole, le met en difficulté et provoque le premier recul électoral de 1958. Dans la première moitié des années 1960, on observe une tentative d'adaptation. Elle se tisse autour de la référence au Program-

me commun. Au moment où la proposition est formulée, elle a une réelle force propulsive, car elle correspond à la nouvelle donne électorale de la bipolarisation présidentielle de la 5e République. Elle tient compte de la crise de la SFIO qui ne cesse de s'approfondir depuis 1945 et elle met au cœur du rassemblement de la gauche un programme de transformation, de pente keynésienne, mais radicalement keynésienne, dans un moment où l'État pèse efficacement sur la structuration de l'économie et de la société. De ce fait, le PCF qui est le premier parti à gauche renforce sa position centrale ; son influence électorale reprend, jusqu'à 1968. Mais son rattrapage se produit au moment où s'opère un nouveau basculement dans l'histoire française, à savoir l'entrée dans la crise, et donc dans de nouvelles questions sociales qui débordent celles du salariat des années 1930-40. C'est l'irruption des aspirations individuelles, l'essor du féminisme, de l'écologie, etc. À nouveau, le PC ne veut pas voir ce qui est en train de pousser et qui n'entre pas dans son schéma de la révolution. D'où son attitude en 1968 et dans les années 1979 face aux « nouveaux mouvements sociaux ». La période du Programme commun est pensée comme une phase de transformation démocratique et sociale qui prépare la rupture fondamentale du basculement du capitalisme au socialisme. Mais pour désigner la phase qui va suivre celle du keynésianisme radicale, le PC est en panne. Qu'est-ce que ce socialisme qui sera l'objectif de la Révolution qui adviendra par la suite du Programme commun, conçu comme une préparation à la rupture révolutionnaire fondamentale ? Là les communistes sont incapables de sortir du modèle soviétique, même quand ils prennent des distances avec lui, comme sur les libertés. Ils n'arrivent pas à sortir du modèle étatiste. Ils sont prisonniers, malgré quelques prises de distance, du modèle fondateur.

Quand se formalise la logique du Programme commun, la SFIO est en crise. Mais en 1971, après le camouflet le plus dur qu'est enregistré le socialisme français (5% pour Gaston-Deferre), il se renouvelle sous la houlette de François Mitterrand. Ce dernier s'immerge dans les réalités modernes : il digère les nouveaux mouvements sociaux, il s'appuie sur l'expansion ●●●

●●● des couches moyennes salariées qui structurent le nouveau monde associatif et il continue de cultiver son image de réaliste. En apparence, la synthèse de la radicalité et du réalisme apparaît du côté du socialisme, qui semble plus à gauche que le PC. Mitterrand parle d'anticapitalisme, de « front de classe » alors que le PC prône « l'union du peuple de France ». Et en même temps, le leader socialiste laisse entendre que lui représente une perspective crédible. Dernière limite du PC : les transformations qui s'opèrent entre 1964 et 1977, sous la direction de Waldeck Rochet et Georges Marchais, se font dans un parti qui n'a pas touché à la conception de sa propre organisation. Le parti reste bolchévique avec son centralisme démocratique, sa verticalité hiérarchique et sa propension à refuser la différence, à ne pas écouter les signaux désignant du doigt les problèmes que pose sa stratégie politique. Toute critique est potentiellement hérétique et vouée à être combattue.

En somme, le PC doit son déclin à son incapacité à se transformer

À plusieurs reprises, dans les années 1950, au milieu des années 1970 avec l'eurocommunisme puis au milieu des années 1980, des opportunités se sont présentées au sein du Parti pour amorcer un sursaut salvateur. Mais le groupe dirigeant n'a pas osé s'engager dans ces transformations nécessaires. Toujours pour la même raison : par peur de perdre l'identité. Or, de fait, l'identité originelle s'est trouvée érodée. Le PC a renoncé à des conceptions qui ont longtemps été considérées comme des pivots de son identité : l'attachement inconditionnel à l'URSS (1956), le parti unique (1963), la dictature du prolétariat (1976), le marxisme léninisme (1979) et même le centralisme démocratique (1994). Mais ces éléments n'ont pas été remplacés par une cohérence idéologique nouvelle. De ce fait, la vieille culture a continué à fonctionner, malgré l'abandon des mots. Le Parti n'a pas cessé de considérer qu'il avait à choisir entre la répétition et le renoncement. Ce qui a été exclu, c'est la voie de la transformation. Mais un parti qui ne se transforme pas et qui rate des occasions de se transformer alors que la société bouge, c'est un parti fragile. C'est cela en

particulier qui le met hors d'état de faire face à la stratégie de Mitterrand, dans sa phase de prise de pouvoir de 1971 à 1981 puis dans sa gestion du pouvoir après 1981. Que le PCF soit en rivalité ou en alliance avec le PS, il perd la main. Rien n'a interrompu ce processus depuis. Jusqu'à 1994, le PCF a essayé d'alterner les phases de repli identitaire et de tentative pour ranimer le rassemblement à gauche. Sans effet. Après 1995, Robert Hue tente une mutation interne, mais il le fait dans le cadre d'une gauche plurielle, sans se poser la question de la restructuration de la gauche dans son ensemble, en récusant même ce que certains appellent le « pôle de radicalité ». De ce fait, il place le PCF en position de supplétif du PS, ne récupère aucune voix du côté du PS et renforce la radicalité courte d'extrême gauche. Dans un dernier temps, après 2003, le PC se rend compte de la montée des aspirations antilibérales, mais considère qu'il est en lui-même capable d'être le ferment de ce rassemblement, jusqu'à proposer l'hypothèse calamiteuse de la candidature Marie-George Buffet. Faute de renouvellement assumé, le PC s'est trouvé hors d'état d'enrayer son déclin. Et les fonctions qui ont fait sa force ne sont occupées par personne.

Le PCF a donc été la forme faisant vivre la tradition révolutionnaire au XX^e siècle. S'il s'était transformé à temps, peut-être aurait-il continué à occuper cet espace. Mais il a raté toutes les occasions de le faire. Il n'est plus en état d'être par lui-même la force majeure d'expression de ce courant dans la société d'aujourd'hui. Les trois questions qui ont été au cœur de la force d'attraction du PCF - fonction sociale, fonction utopique, fonction politique - restent totalement d'actualité. Toutefois, les réponses doivent être celles du XXI^e siècle. Ce qui suppose de dire quelle est la forme politique capable de se substituer au modèle désormais obsolète du parti bolchévique du XX^e siècle. Et, dans cette forme nouvelle, de dire quelle est la place du courant communiste.

À plusieurs reprises, tu insistes sur l'idée qu'il n'y a pas en histoire de fatalité. Tu ne crois donc pas qu'il y a des lois de l'Histoire ?

Surtout pas. Il y a de la nécessité dans la manière dont une société tisse son

devenir. Les conditions matérielles, les dynamiques internationales, les rapports de classes, les structures mentales sont autant de données objectives. Mais la nécessité n'est pas la fatalité. Il n'y a pas eu davantage de fatalité dans le déclin du PCF que dans celle de son implantation élargie. Les individus et les groupes sont toujours devant des choix, des sortes de bifurcations. Selon la direction qu'ils choisissent, l'histoire s'écrit d'une façon ou d'une autre. Tel devenir s'estompe, tel autre s'ouvre. Si Thorez avait été plus frileux en 1934, le PCF ne serait peut-être pas devenu majoritaire à gauche en 1945. Si le même Thorez avait été plus hardi face à la déstalinisation, si Marchais ne s'était pas crispé en 1984, si Marie-George Buffet ne s'était pas enlisée dans sa candidature en 2007, la situation politique se serait déployée autrement. Mais une fois la bifurcation prise, elle devient à son tour une contrainte. Et quand plusieurs bifurcations malheureuses sont prises, le prix à payer est très lourd. Alors oui, le déclin prend un aspect d'inévitabilité : pas pour le communisme politique, mais pour la forme qui a été longtemps la sienne.



Faites passer les Cerises !
Invitez vos collègues, vos amis
et toute la famille à recevoir
Cerises en écrivant aux grottes.
contact.cerises@gmail.com

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyaux de cerises : Gilles Alfonsi,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Arnaud Viviant.

Adresse de la FASE au Front de gauche

Le collectif d'animation national de la Fédération pour une alternative sociale et écologique a adopté le 12 décembre l'adresse ci-dessous.

Chers camarades, Vous le savez, le projet porté par la Fédération comporte une double dimension : nous souhaitons la création d'une force politique de transformation sociale et écologique rassemblant tous les courants de la gauche d'alternative ; nous souhaitons que convergent, dans les luttes et dans les urnes, tous ceux qui veulent une alternative digne de ce nom.

Si l'actualité d'une telle ambition ne fait pour nous aucun doute, nous ne sommes pas des partisans du tout ou rien. Nous voulons être acteurs de toutes les convergences et constructions possibles, du moment qu'elles se bâtissent sans exclusive, qu'elles contribuent à battre la droite en contestant l'hégémonie du social-libéralisme à gauche, et qu'elles favorisent l'appropriation par tou-te-s du politique.

Après les mois de mobilisations intenses auxquelles nous avons participé, alors que s'annonce un redoublement des mauvais coups néolibéraux, l'extraordinaire énergie populaire qui s'est exprimée ne doit pas être découragée par l'éparpillement des organisations de la gauche de transformation.

La Fédération pour une alternative sociale et écologique continue donc à s'investir pour la construction d'un rassemblement de la gauche d'alternative, rassemblant à la fois les citoyens et toutes les forces qui le voudront, dans une dynamique de front large d'unité populaire.

Ouverte à l'implication directe du plus grand nombre, articulée aux mobilisations, l'unité de tout l'arc des forces de la gauche radicale, de transformation sociale et écologique, du NPA au Front de gauche en passant par toutes les sensibilités et réseaux de la gauche de gauche et de l'écologie radicale, pourrait être un

facteur décisif d'une dynamique populaire capable de bâtir des majorités d'idées, des majorités sociales et politiques.

Il y a urgence à faire ensemble mouvement en ce sens.

Nous devons inventer de nouvelles formes d'agrégations politiques, qui permettent à la fois de faire vivre la diversité des composantes et d'assurer une cohérence d'ensemble. Nous nous engageons pour faire exister un outil collectif, une dynamique large, unitaire et populaire au lieu de rester paralysés et victimes des effets de la présidentialisation.

Vous connaissez les réflexions et propositions de la FASE.

Nous débattons avec le NPA sur les impasses d'une stratégie d'isolement identitaire et sur la manière de faire vivre une radicalité utile à l'émergence d'une véritable alternative politique.

Nous débattons avec les écologistes sur les contradictions du projet politique d'Europe écologie.

Nous souhaitons débattre avec vous.

Nous pensons que le rassemblement nécessaire ne doit pas être seulement un cartel électoral, ni seulement un regroupement de partis. Nous pensons qu'il doit tisser des liens avec les mouvements et les forces sociales. Et nous pensons qu'il doit s'ouvrir à la participation directe des citoyen-ne-s.

Nous constatons que ces questions sont débattues au sein de vos organisations.

Il faut avancer, en sachant que nous n'allons pas cesser d'être nous-mêmes et que nous ne voulons en rien imposer ce que nous estimons juste. Nous savons tous que l'action commune sur des exigences essentielles peut parfaitement s'accompagner de débats sur les ●●●

LA CONSTRUCTION DE LA FÉDÉRATION SE POURSUIT

Les débats du collectif national de la FASE (CAN) ont concerné plusieurs sujets importants, en particulier :

- le bilan et les perspectives du mouvement contre la réforme des retraites, et l'actualité politique générale ;
- les initiatives pour regrouper les forces alternatives (bilan des réunions et rencontres récentes, adoption de l'Adresse ci-contre, projet de rédaction d'une Adresse au NPA) ;
- la préparation des élections cantonales, avec le constat de situations très contrastées dans les départements.

Par ailleurs, une séance a concerné le récent congrès du Parti de la gauche européenne (PGE). La demande d'adhésion de la Fédération au PGE a été confirmée. Enfin, un travail est engagé en vue de la rédaction d'un texte d'orientation de la FASE (prochaine étape réunion du CAN les 5 et 6 février). Les finances de la Fédération et la réorganisation des listes ont fait l'objet d'échanges spécifiques. Plus d'info sur : lafederation.org

●●● différences et les divergences. Nous avons déjà dit oui à la participation aux espaces créés par le Front de gauche pour élaborer les contenus d'un programme partagé. Nous pensons que les trois organisations du Front de gauche peuvent partager avec nous un objectif de construction politique qui puisse rassembler et peser ensemble au sein des mouvements et

lors des échéances électorales jusqu'à celles de 2012. C'est pourquoi dans l'immédiat, nous pensons possible et nous proposons : de mettre en place un cadre national de travail en commun, ouvert à toutes les forces qui le souhaiteraient, de créer les conditions pour que se développent des comités locaux ouverts aux individus et à toutes les forces de la

gauche de transformation.

La question est aujourd'hui simple. Il faut faire un pas en avant. Nous sommes prêts à participer à une telle construction politique. Il appartient au Front de gauche de dire s'il y est prêt lui aussi. Et nous vous proposons d'envisager ensemble comment.

● **Le Collectif d'animation national de la FASE**

COCKTAIL

Les apparences de Cancun. L'ONU a sauvé la face en annonçant un accord à l'issue de la conférence de Cancun sur le réchauffement climatique. Mais les organisations non gouvernementales et la Bolivie ont, elles, souligné le manque d'avancées concrètes, d'engagements précis, de dispositifs de contraintes... bref, de tout ce qui permettrait que les intentions affichées par les Etats soient concrétisées. Elles soulignent que le seul instrument légalement contraignant actuel, le protocole de Kyoto, sort « *considérablement affaibli* » de la conférence et que « *les sources de financements ne sont pas précisées* ». Plus que jamais, le problème est que la lutte contre le réchauffement climatique devienne une bataille populaire. Plus d'info ici : <http://climatjustice.org>

Mouvement et perspective. Une cinquantaine de personnes ont participé mardi 14 décembre à un premier débat co-organisé par les Alternatifs, la FASE et l'ACU à Paris concernant le mouvement social et ses perspectives, en présence de plusieurs invités de Solidaires (Annick Coupé), Sud – Etudiants (Marie Prieur) et des Amis de la terre (Laurent Hutinet). Un compte rendu de cette initiative est en cours de réalisation.

Noisy-le-Sec bleue. La liste de la gauche a été nettement battue par celle de la droite, qui a obtenu 54,72 % des suffrages exprimés, lors du second tour de l'élection municipale de Noisy-le-Sec (93), dimanche 12 décembre. Provoqué par la démission d'une majorité des conseillers municipaux de Noisy-le-Sec, ce scrutin avait été marqué au premier tour par un bon score de la liste rouge et verte (34,2 %), contre celle de la maire PS sortante (17,28 %), sur fond de forte abstention (64,45 %). Dans une ville qui, de longue date, ne peut pas être considérée comme acquise à la gauche, une partie des électeurs socialistes s'est abstenue au second tour, ou a voté pour la liste de la droite, sans doute pour sanctionner les trublions de l'ancienne majorité. La droite peut être contente !

Corbeil : bleu opaque. La gauche n'est pas parvenue à conquérir la ville de Corbeil, contre le candidat de Serge Dassault, lors du second tour de l'élection municipale partielle du 12 décembre. La liste conduite par Bruno Piriou (PCF) a obtenu 46,29 % au second tour (contre 45,22 % au premier), celle de l'UMP Jean-Pierre Bechter 53,71 % (contre 47,24 % au premier tour). Rien n'est réglé, le combat continue !

Dynamite ou dynamique ? Deux appels en faveur d'une candidature issue du PCF à la présidentielle de 2012 viennent de paraître. Le premier, « *Pour un rassemblement sans effacement du PCF* » motive surtout sa position par une vision critique des propositions politiques du PG. Les signataires, parmi lesquels Yves Dimicoli, Paul Boccara, Jean-Claude Mayral, Richard Sanchez et Jean-François Téaldi, concluent sur leur soutien à la candidature d'André Chassaigne comme candidat du Front de gauche. Le second, qui émane des courants orthodoxes souligne que « *la candidature communiste est indispensable pour participer à la bataille idéologique* », sans faire mention de la candidature d'André Chassaigne. Les signataires, parmi lesquels Caroline Andréani, Jean-Jacques Karman, André Gérin et Hervé Poly, demandent notamment à la direction du PCF de « *garantir la décision finale par les communistes quelles que soient les discussions avec les partenaires du Front de Gauche* ».

Eructation lepéniste. De nombreuses associations ont condamné les propos de Marine Le Pen comparant les prières dans la rue des musulmans à une forme d'occupation et d'accaparement des territoires. Parmi elles, la Ligue des droits de l'homme (LDH) a indiqué qu'elle allait « *saisir le Parquet de Paris d'une plainte pour provocation à la discrimination, à la haine et à la violence* », précisant qu'elle déposera plainte aussi contre d'autres personnes ayant approuvé explicitement ces propos après avoir depuis plusieurs mois lancé les pires accusations contre ceux et celles qui adhèrent à l'Islam (parmi lesquels le groupuscule Riposte laïque). La FTCR a de son côté « *regretté que le ministre de la justice n'a pas jugé nécessaire de porter plainte contre ces propos islamophobes* », appelant à l'organisation d'une grande manifestation unitaire nationale contre l'intolérance et l'islamophobie.

● **Gilles Alfonsi.**

ASSOCIEZ-VOUS À L'EXIGENCE D'UN RÉFÉRENDUM SUR LA RÉFORME DES RETRAITES, SIGNEZ LA PÉTITION !

Signez l'appel pour un référendum sur les retraites

Pour que le peuple décide !

www.referendumretraite.org

Appel initié par l'association **Paliss**

Pour vos tracts, vos journaux, vos mels, votre site